

**Plan de Rigueur Fillon : l'austérité aveugle ne fait pas  
une politique économique**  
**Pierre-Alain Muet**

*Député du Rhône, porte parole du Groupe SRC sur le budget*

Alors même que Projet de Loi de Finances était encore en discussion, le nouveau plan de rigueur annoncé par François Fillon en modifiait de façon substantielle les grandes lignes. Cela valut d'assister le matin même du vote du budget, à une réunion de la commission des finances surréaliste. Deux ministres présentant le plan de rigueur adopté en conseil des ministres, sans aucun document, sans aucun cadrage macroéconomique alors qu'il en bouleversait les bases, et sans en détailler les mesures, alors même que certaines d'entre elles avaient déjà été introduites la veille sous forme d'amendements du gouvernement au projet de Loi de Finances.

Au-delà d'une méthode peu respectueuse du rôle du Parlement c'est l'incohérence d'une politique économique au fil de l'eau qui éclate au grand jour. Ces plans de rigueur successifs font de la politique budgétaire de la France un bateau ivre dont n'émerge qu'une seule ligne directrice : une austérité aveugle et massive.

Austérité aveugle du côté des dépenses. Aux coupes dans tous les budgets s'ajoute la réduction du pouvoir d'achat des allocations familiales et des aides au logement et l'augmentation du délai de carence du plan de rigueur.

Austérité aveugle du côté des recettes : au lieu de supprimer des niches injustes et inefficaces le gouvernement accumule les nouveaux prélèvements dans le budget (hausses de CSG, Taxe sur les mutuelles, taxe sur les produits sucrés) et augmente la TVA et l'impôt sur le revenu en n'indexant pas le barème sur l'inflation. Autant de mesures qui vont peser sur tous les français et notamment les plus modestes. Au total, et contrairement au discours gouvernemental la hausse des impôts représente plus de 60 % des mesures d'austérité cumulées.

Cette politique, qui aggrave l'emploi, le pouvoir d'achat et la croissance pour tenter de réduire le déficit, est une impasse. On ne réduit pas les déficits par une politique d'austérité mais par une politique macroéconomique complète qui s'attaque simultanément à tous les déficits : le déficit des finances publiques, mais aussi le déficit d'emploi et le déficit de compétitivité.

L'emploi, la justice fiscale, le soutien à la croissance, voilà ce qui manque cruellement dans le PLF comme dans le 2ème plan de rigueur. Ces plans successifs prétendent répondre à l'inquiétude des marchés ; ils ne font qu'aggraver la défiance des Français et celle des marchés.